



C'est une approche bas carbone et made in France qui donnera du sens à la relance

Alors que chacun y va de sa vision du monde d'après, la CFE Énergies défend l'importance de donner du sens à la relance. Relocaliser, réindustrialiser, retrouver notre souveraineté et organiser la résilience climatique... c'est à cela que la relance doit servir. Une relance ni nécessairement verte ni forcément renouvelable mais assurément bas carbone et « made in France » pour redonner au pays la maîtrise de son destin.

Face à la crise du coronavirus, la Convention citoyenne pour le climat propose « *un modèle économique et sociétal différent, plus humain et plus résilient* ». Même si la priorité est aujourd'hui de casser la pression épidémique pour limiter le coût sociétal du confinement, la CFE Énergies s'associe à cette volonté de redonner du sens au monde d'après et à la relance post-crise. Loin de la vision outrancière de l'archéo-patronat illustrée par un MEDEF qui se voit déjà revenir sur les jours fériés et les congés payés au nom du principe selon lequel ce sont aux salariés de payer et qui joue ainsi contre l'esprit de concorde et de solidarité dont le pays a aujourd'hui besoin.

Quelques semaines avant un été dont personne ne sait s'il connaîtra les mêmes épisodes caniculaires et de sécheresse qu'en 2019, la CFE Énergies considère que la relance ne fera sens que si elle prépare la résilience climatique et, comme la Convention citoyenne, que les investissements doivent aller à « *des secteurs respectueux du climat* ».

Au-delà de cette résilience climatique, la CFE Énergies appelle les décideurs à tirer les conséquences des ravages de la désindustrialisation et de notre dépendance que cette crise met en exergue. Réduire les chaînes d'approvisionnement, relocaliser la production, réindustrialiser le pays... sont autant d'impératifs pour que la France recouvre une part indispensable de sa souveraineté industrielle pour conserver la maîtrise de son destin !

Dans cette perspective, la CFE Énergies demande au Gouvernement de ne pas céder à la facilité et de ne pas tomber dans le piège d'une relance centrée sur les seules énergies dites renouvelables que certains présentent comme une solution miracle. Car outre un intérêt plus que limité en France en matière de décarbonation, cette option renforcerait notre dépendance aux importations d'équipements chinois, loin de l'impératif de souveraineté. Comme le dit le Président du Sénat, « *peut-on encore dépendre de systèmes énergétiques qui ne sont pas issus majoritairement de l'Union européenne* » ?

Il faut donc éviter toute fuite en avant dans une stratégie que certains estiment avoir déjà coûté plus de 100 milliards d'euros de deniers publics dont beaucoup sont allés soutenir l'industrie chinoise, pour un bilan carbone au mieux nul. La CFE Énergies demande plutôt de consacrer les ressources dédiées à la relance aux investissements réellement décarbonant, comme la rénovation thermique bas carbone des bâtiments et la décarbonation accélérée de nos modes de transport. Elle demande aussi que ces investissements favorisent toutes les technologies et filières industrielles bas carbone françaises voire européennes, y compris en matière de fabrication d'équipements.

Dès lors, au-delà de soutenir le Green Deal comme clef de la relance européenne, le Gouvernement doit rappeler à ses voisins européens que c'est avant tout le pragmatisme, l'intelligence et le recul qui doivent prévaloir en matière de neutralité carbone et de stratégie industrielle, loin de la soumission à toute forme d'intégrisme vert. Bas carbone et « made in France », voire « made in Europe », pour que climat et souveraineté soient les moteurs de la relance !

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com